



## Arrêt

**n° 207 403 du 31 juillet 2018  
dans l'affaire X / V**

**En cause : X**

**ayant élu domicile : X**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 26 octobre 2017 par X, qui déclare être de nationalité turque, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 septembre 2017.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 8 mai 2018 convoquant les parties à l'audience du 5 juin 2018.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me M. THOMAS *loco* Me C. MOMMER, avocats, et Mme L. DJONGAKODI-YOTO, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* », prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« *A. Faits invoqués*

*Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité turque et d'origine ethnique kurde. Vous êtes né à Midyat le 16 décembre 1987. Vous êtes célibataire, vous êtes musulman, vous dites être sympathisant du parti politique HDP (Halkların Demokratik Partisi) et dites ne pas faire partie d'une association.*

*À l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants :*

*En 1992, votre père ([S. A.]), votre frère ([O. A.]), un cousin maternel et un ami de votre père ([M. G.] et [N. M.]) sont assassinés alors qu'ils se rendent aux champs. Vous expliquez que les autorités imputent*

ce quadruple assassinat au PKK (Partiya Karkerên Kurdistan), mais vous et votre famille soupçonnez que ce soient les autorités qui aient commis cet assassinat car votre père voulait renoncer au rôle de gardien de village qui lui avait été imposé.

Ensuite, vous dites avoir participé aux manifestations qui ont été organisées à Midyat début octobre 2014 en soutien aux kurdes de Kobane. Ces manifestations avaient aussi pour but de dénoncer les autorités turques qui, selon vous, soutiennent l'Etat islamique en Syrie. Vous expliquez avoir participé à plusieurs manifestations et y avoir lancé des pierres sur les policiers en réponses à leur attaques au gaz lacrymogène. Vous dites ensuite avoir été prévenu par votre ami [M. N. K.] que la police procédait à des perquisitions aux domiciles de personnes impliquées. Vous décidez d'aller vous mettre à l'abri chez votre ami [I. G.]. Chez lui, vous apprenez via votre frère [H.] que les policiers sont venus à votre domicile le 13 octobre 2014 et qu'il vous recherchaient. Il vous dit aussi que les policiers sont allés le lendemain à l'atelier où vous travaillez et qu'ils ont questionné votre collègue à votre sujet. Vous décidez qu'il est trop dangereux pour vous de rester à Midyat et vous partez le 15 octobre 2014 pour Istanbul, afin de trouver refuge chez votre ami [M. A.]. Vous restez chez lui pour une période de trente à quarante jours, puis le 28 novembre 2014 vous quittez la Turquie en TIR.

Le 2 décembre 2014, vous arrivez sur le territoire belge et, le jour-même, vous introduisez une demande d'asile auprès de l'Office des étrangers. A l'appui de votre demande d'asile, vous joignez un rapport d'enquête concernant l'assassinat de votre père et de votre frère, un résumé de l'enquête, un procès-verbal de l'identification des lieux, une décision de non compétence du Parquet de Midyat, une attestation de dispense de service militaire, des certificats scolaires, un extrait du registre de population, une série de photos, votre carte d'identité et des documents relatifs à des formations professionnelles suivies en Belgique.

## **B. Motivation**

L'examen attentif de votre dossier a mis en exergue un certain nombre d'éléments empêchant de considérer que les conditions de protection internationale prévues par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés sont rencontrées ou qu'il existe dans votre chef une crainte actuelle et fondée de persécution ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980.

A l'appui de votre demande d'asile, vous déclarez craindre d'être arrêté, mis en garde à vue, torturé et de subir le même sort que votre père, à savoir être assassiné (cf. rapport d'audition I du 20/08/15 p.14 et rapport d'audition II du 16/09/16 p.8). Vous expliquez craindre vos autorités qui vous reprochent d'avoir participé à des manifestations interdites et vous craignez que de ce fait, vous soyez accusé de faire de la propagande pour une organisation illégale (cf. rapport d'audition I p.14).

Après une analyse approfondie de vos déclarations, le Commissariat général a jugé que votre récit d'asile n'est pas crédible au vu du nombre important de contradictions, d'incohérences et du caractère particulièrement vague et limité de vos déclarations.

Tout d'abord, le Commissariat général relève des contradictions entre vos déclarations et certains documents que vous joignez à l'appui de votre demande d'asile.

Vous affirmez avoir suivi des études en communication informatique à l'université de Batman et les avoir terminées en 2011 (cf. rapport d'audition I p.6) . Pour étayer vos propos, vous joignez une copie du diplôme que vous avez obtenu à la suite de vos études universitaires (cf. farde des documents, doc 6). Cependant, après analyse de votre dossier, le Commissariat général constate que ces éléments sont en contradiction avec l'attestation de dispense de service militaire que vous déposez (cf. farde des documents, doc 5). Cette attestation délivrée le 3 mars 2014, mentionne qu'une dispense de service militaire vous a été accordée jusqu'au 31 décembre 2016 car vous poursuivez des études de communication informatique à l'Université Anadolu qui se situe à Eskisehir (province d' Eskisehir). Ce document datant de mars 2014 et valable jusqu'au 31 décembre 2016 indique que la dispense vous est accordée pour que vous puissiez poursuivre des études en communication informatique, c'est à dire les mêmes études que celles que vous affirmez avoir terminées à l'Université de Batman. Le Commissariat général constate donc ici un doublon qui est en contradiction avec vos déclarations et le diplôme affirmant que vous terminez ces études en 2011. Le Commissariat général souligne également que cette contradiction n'est pas seulement chronologique, mais aussi spatiale puisque l'université de Batman est située à 80km de Midyat alors que l'université Anadolu est située à Eskisehir, soit à près de

1300 km de Midyat (cf. informations sur le pays, doc. 2). Ces contradictions majeures entre vos déclarations et les documents que vous fournissez jettent d'emblée le discrédit sur l'ensemble de votre récit d'asile, puisqu'ils empêchent le Commissariat général de se prononcer tant au sujet de vos études que de votre service militaire, mais surtout de se prononcer sur votre situation et sur l'endroit où vous vous trouviez au moment des faits que vous invoquez pour votre demande d'asile.

Ensuite, le Commissariat général considère que la crainte que vous liez à l'assassinat de votre père, n'est pas d'actualité.

En effet, vous expliquez craindre de subir le même sort que votre père (cf. rapport d'audition I p.14 et II p. 8) et bien que vous n'invoquiez pas que votre crainte soit directement liée à l'assassinat susmentionné, vous déclarez que vous et votre famille pensez que ce sont les autorités qui ont assassiné votre père (cf. rapport d'audition I p.9 et II p.8) et vous ajoutez que lors des perquisitions à votre domicile, [L.], le gardien de village qui selon vous travaille pour le MIT (l'Organisation nationale du renseignement), a proféré des menaces à l'encontre de votre famille en faisant référence à ce qui était arrivé à votre père : « vous n'avez pas encore appris votre leçon ? Vous avez vu ce qui s'est passé avec votre mari et votre fils ? » (cf. rapport d'audition I p.20 et II p.8). Ainsi, le Commissariat général rappelle dans un premier temps que ces faits se sont déroulés en 1992 (cf. farde des documents, docs 1, 2 et 3), alors que vous aviez quatre ans. Il remarque également que malgré cela, vous avez continué à vivre à la même adresse jusqu'aux problèmes que vous invoquez pour votre demande d'asile et qui sont survenus 22 ans plus tard en octobre 2014, mais aussi que votre famille vit toujours à cette adresse aujourd'hui (cf. dossier administratif, déclarations concernant la procédure et cf. rapport d'audition I p.10 et II p.5-6). Le Commissariat général considère que cette attitude ne correspond pas à celle d'une personne disant craindre ses autorités, ce d'autant que vous ajoutez que votre famille se porte financièrement bien, qu'un de vos frères est en train d'accomplir son service militaire et que votre famille n'a pas connu de problèmes avec les autorités depuis la mort de votre père (cf. rapport d'audition I p.9-10, 23 et 25). Ajoutons à cela que vous n'apportez aucun élément objectif permettant d'étayer vos propos quant à la responsabilité des autorités dans la mort de votre père et de votre frère et que vos déclarations au sujet de la culpabilité des autorités ne reposent que sur vos propres supputations. Partant, le Commissariat général considère que votre crainte liée aux événements de 1992 n'est pas considérée comme établie.

Puis, le Commissariat général considère vos propos quant au fait que les autorités turques vous recherchent suite aux manifestations pour Kobane comme non établis.

Ainsi, vous affirmez que, le 13 octobre 2014, suite aux manifestations pour Kobane, les policiers sont venus à votre domicile et que le lendemain, ils sont allés à l'atelier où vous travaillez car ils étaient à votre recherche (cf. dossier administratif, questionnaire CGRA et cf. rapport d'audition I p.19-21), enfin, vous dites que [L.] vous recherche également (cf. rapport d'audition II p.3). Le Commissariat général souligne cependant que cet affirmation ne repose que sur vos propres affirmations et que vous n'apportez aucun élément objectif permettant d'attester des recherches faites par les autorités (cf. rapport d'audition I p.23 et II P.3). Aussi, lorsqu'il vous est demandé de parler en détails des recherches dont vous faites l'objet, vos propos demeurent vagues et laconiques. Ainsi, vous vous contentez de dire que vous ne savez pas combien de fois les policiers en civil et le MIT sont venus à votre domicile et dites qu'ils continuent de passer à l'atelier pour demander après vous (cf. rapport d'audition I p.25). Invité à en dire d'avantage, vous répondez que c'est tout ce que vous pouvez dire à ce sujet (cf. idem). Il en va de même lorsque la même question vous est posée au cours de la seconde audition, vous ajoutez que [L.] est aussi à votre recherche (cf. rapport d'audition II p.3), mais là encore, vos propos restent vagues et laconiques et vous n'apportez aucun élément objectif à l'appui de vos déclarations (cf. rapport d'audition II p.3-4). Vos propos sont tout aussi vagues et laconique au sujet de [L.], puisque vous affirmez qu'il est un agent du MIT (cf. rapport d'audition I P.20 et II p.3-4), mais lorsqu'il vous est demandé ce qui vous permet d'affirmer qu'il est un agent du MIT, vous vous limitez à répondre que c'est ce que les gens du village disent parce qu'il est toujours avec les policiers (cf. rapport d'audition p.3-4). Sachant que les recherches dont vous dites faire l'objet, sont l'élément déclencheur d'un événement majeur dans votre vie, à savoir votre fuite du pays, le Commissariat général estime que le manque d'informations que vous pouvez fournir au sujet de ces recherches, additionné au fait que vos propos demeurent vagues et essentiellement basés sur vos supputations, poussent le Commissariat général à considérer les recherches dont vous faites l'objet comme non établies. Pourtant, vous êtes toujours en contact avec votre famille qui vous informe au sujet de ces recherches (cf. rapport d'audition I p.10 et II p.3) partant, le Commissariat général peut raisonnablement attendre de votre part que vous vous renseigniez à ce sujet. Aussi, le Commissariat général considère que votre attitude ne reflète en rien

celle d'une personne qui dit craindre d'être persécutée par ses autorités. Tout d'abord, le Commissariat général souligne que le manque d'informations fournies, mentionné ci-dessus, quant aux recherches vous concernant, traduit d'une passivité et d'un attentisme de votre part qui ne reflètent en rien le comportement que l'on pourrait attendre d'une personne qui dit craindre d'être persécutée par ses autorités. Ajoutons à cela, qu'au cours de votre audition du 20 août 2015, il vous a été demandé si vous aviez essayé de vous renseigner pour savoir si vous étiez officiellement recherché, ce à quoi vous étiez contenté de répondre que vous n'avez pas demandé et que vous ne vous êtes pas renseigné, puis vous tenez des propos généraux en affirmant que l'on peut vous arrêter et vous mettre en prison sur un simple soupçon (cf. rapport d'audition I p.25). Lorsque la question vous est à nouveau posée lors de l'audition du 16 septembre 2016, soit un an plus tard, vous dites ne pas avoir de preuve de ces recherches, ne pas savoir si il y a un mandat contre vous, ne pas avoir essayé de vous renseigner ou de faire appel à un avocat pour qu'il se renseigne (cf. rapport d'audition II p. 3-4.). Enfin, vous n'avez pas non plus essayé de vous renseigner au sujet de la situation de votre ami du village [A. A.], qui selon vous s'est fait arrêter par les autorités à la suite des manifestations pour Kobane, manifestations auxquelles vous participiez également (cf. rapport d'audition II p.7). Confronté au fait qu'il est important pour vous de vous renseigner à son sujet puisqu'il a été arrêté et mis en prison pour les mêmes faits que ceux que les autorités vous reprochent, vous vous contentez de dire à l'officier de protection qu'il a raison et que vous n'avez plus de contact avec lui (cf. idem), explication qui ne suffit pas à convaincre le Commissariat général.

Au sujet de votre situation familiale, le Commissariat général souligne que vous n'invoquez aucune crainte liée à des membres de votre famille, que votre famille vit toujours en Turquie, qu'elle se porte bien financièrement, qu'un de vos frères est en train de faire son service militaire et ne pas savoir si des membres de votre famille sont impliqués en politique (cf. rapport d'audition I p.9-10). Vous dites aussi avoir des cousins en Europe, mais vous dites ne jamais les avoir vu et ne pas savoir pour quelle raison ils sont arrivés en Europe dans les années nonante (cf. rapport d'audition I p.10). Vous ajoutez enfin que personne dans votre famille n'a connu de problème avec les autorités depuis votre départ du pays (cf. rapport d'audition II p.6).

Quant à l'éventuelle application de l'article 48/4, §2, c de la loi du 15 décembre 1980, il ressort d'une analyse approfondie de la situation actuelle en matière de sécurité en Turquie (voir copies jointes au dossier administratif) que les questions de sécurité se posent essentiellement dans le Sud-Est du pays dans le cadre d'affrontements entre les autorités et le PKK et, ailleurs dans le pays, dans le cadre d'attentats ponctuels de type terroriste.

Les affrontements armés entre le PKK et les autorités turques se déroulent dans certaines régions de l'Est et surtout du Sud-Est de la Turquie. Bien que dans le cadre du conflit qui les oppose les autorités turques et le PKK se prennent mutuellement pour cible, des victimes civiles collatérales sont à déplorer, essentiellement dans quelques villes (Diyarbakir (district de Sur et Lice), Cinar, Cizre et Nusabyn) des provinces de Mardin, Sirnak et Diyarbakir. D'après des sources non-gouvernementales, plus de 300 civils ont été tués entre l'été 2015 et août 2016. Les autorités ont par ailleurs imposé dans les régions concernées des mesures de couvre-feux qui ont eu des répercussions négatives quant à l'accès aux services de base pour les habitants de ces zones. Vu la nature dirigée des affrontements entre les autorités turques et le PKK, on ne peut pas conclure que du seul fait de votre présence en Turquie, vous courriez un risque réel d'être exposé à une menace grave contre votre vie ou contre votre personne en raison d'une violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2, c de la loi du 15 décembre 1980.

Cela d'autant plus que comme vous l'affirmez, bien que vous soyez sympathisant du HDP (Parti démocratique des peuples), votre implication politique s'est limitée à des participations à des meetings et des discussions entre amis ou avec des clients (cf. rapport d'audition I p.7). Vous ajoutez également que vous n'avez jamais été arrêté, condamné, subi de garde à vue ou même jamais eu de problème avec la police à cause de votre sympathie pour le HDP (dossier administratif, questionnaire CGRA et cf. rapport d'audition I p.7). Enfin, le Commissariat général souligne que vous n'invoquez aucun problème personnel dû au fait que vous êtes kurde.

Aussi, l'ensemble des événements précités ne sont pas suffisants pour pouvoir conclure qu'il existe actuellement en Turquie un risque réel de menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle à l'occasion d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers.

*A l'appui de votre demande d'asile, vous joignez le rapport d'enquête sur le meurtre de votre père et de votre frère, un résumé de l'enquête, un procès-verbal d'identification des lieux, ainsi qu'une décision de non compétence du Parquet de Midyat (cf. farde des documents, docs 1, 2, 3 et 4). Ces documents tendent à attester de l'enquête réalisée par les autorités et de la procédure judiciaire concernant l'assassinat de votre père, de votre frère, d'un cousin et d'un ami de votre père, faits qui ne sont pas contestés dans la présente décision.*

*Vous déposez ensuite un extrait du registre de la population (cf. farde des documents, doc 7). Ce document mentionne que vous êtes inscrit au registre de la population de Midyat, fait qui n'est pas contesté dans cette décision.*

*Ensuite, vous joignez une série de photos (cf. farde des documents, doc 8), photos ne pouvant pas être prises en considération car de qualité médiocre, le Commissariat général n'est en effet pas en mesure de comprendre ce qu'elles représentent ni quels faits elles appuient.*

*Vous donnez ensuite une copie de votre carte d'identité turque (cf. farde des documents, doc. 9). Celle-ci tend à attester de votre identité, qui n'est pas remise en cause dans cette décision.*

*Enfin, vous apportez une série de documents qui concernent des formations professionnelles que vous effectuez en Belgique (cf. farde des documents, doc.10), faits qui ne sont pas contestés dans cette décision.*

*Sur base des éléments développés ci-dessus, le Commissariat général constate que vous ne pouvez pas être reconnue comme réfugiée au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.*

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

## **2. La requête**

2.1. Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante confirme l'exposé des faits figurant dans la décision attaquée.

2.2.1. Elle prend un premier moyen tiré « de la violation de : l'article 48/3, 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; de l'article 1 A (2) de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 26.06.1953, de l'article 1 (2) du Protocole du 31.01.1967 concernant le statut des réfugiés, approuvée par la loi du 27.02.1967 ; des articles 17 et 27 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le CGRA ; de l'article 10 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale; des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ; des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, de l'obligation de motivation matérielle. »

2.2.2. Elle prend un second moyen tiré « de la violation de : des articles 48/4, 48/5, 48/7 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée ; des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ; des principes généraux de bonne administration, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs. »

2.3. Elle demande au Conseil, à titre principal, « de réformer la décision attaquée et de reconnaître au requérant le statut de réfugié sur base de l'article 1er de la Convention de Genève, conformément à l'article 39/2, §1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980 ». A titre subsidiaire, elle sollicite « d'annuler la décision attaquée afin que des mesures d'instructions complémentaires soient réalisés ». À titre

infiniment subsidiaire, elle postule « d'accorder la protection subsidiaire au requérant sur base de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 ».

2.4. La partie requérante joint à sa requête les documents qu'elle inventorie comme suit :

- « 1. Copie de la décision attaquée ;
2. Désignation du bureau d'aide juridique ;
3. Copie de la carte d'étudiant du requérant ;
4. COI Focus Turkey, « Attempt coup of July 15 : Timeline of events and aftermath », 3 mai 2017 ;
5. Stockholm center for freedom, « Turkey's descent into arbitrariness : the end of rule of law », avril 2017, disponible sur <https://stockholmcf.org/wp-content/uploads/2017/04/Turkey%E2%80%99s-Descent-Into-Arbitrariness-The-End-Of-Rule-Of-Law.pdf> ;
6. Amnesty International, "Turquie - Rapport de 2017 ", 22 février 2017, disponible sur <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2017/europe-et-asie-centrale/article/turquie>
7. Amnesty International, « DÉCLARATION PUBLIQUE - Turquie. Les dispositions de l'état d'urgence qui bafouent les droits humains doivent être abrogées », 19 octobre 2016 ;
8. Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, « Turquie : information sur la situation des Kurdes dans les villes de l'Ouest comme Ankara, Istanbul, Izmir, Konya et Mersin; la réinstallation dans ces villes (2009- mai 2012) », 14 juin 2012, disponible sur <http://irb-cisr.gc.ca/Fra/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=454047> ;
9. United States Department of State, "2016 Country Reports on Human Rights Practices — Turkey", 3 mars 2017, disponible sur : <https://www.state.gov/documents/organization/265694.pdf> ;
10. OSAR, « Turquie: situation dans le sud-est — état au mois d'août 2016 », 25.08.2016, disponible sur <https://www.osar.ch/assets/herkunftslander/europa/tuerkei/160825-tur-sicherheitslage-suedosten-f.pdf>
11. « Un rapport des Nations Unies fait état de destructions massives et de graves violations des droits dans le Sud-Est de la Turquie depuis juillet 2015 », 10 mars 2017, disponible sur <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID::21342&LangID—F> ;
12. HRW, « Turkey: Crackdown on Kurdish Opposition », 20.03.2017, disponible sur <https://www.hrw.org/news/2017/03/20/turkey-crackdown-kurdish-opposition> ;
13. Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, "Turquie : information sur la situation et le traitement des membres de partis politiques kurdes ayant succédé au Parti démocratique populaire (Halkin Demokrasi Partisi - HADEP), y compris le Parti de la paix et de la démocratie (Baris ve Demokrasi Partisi - BDP) et le Parti démocratique des peuples (Halklarin Demokratik Partisi - HDP); information indiquant si le HADEP et d'autres anciens acronymes sont toujours en usage (2011-2016)", 14 juin 2016, disponible sur <http://www.refWorld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?docid=577b73f74>
14. Institut Kurde de Paris, « Turquie : Journalistes, écrivains, enseignants, élus HDP... La répression généralisée, avant-goût de la nouvelle constitution », janvier 2017, Bulletin de liaison et d'information n° 282, pp. 6-8, disponible sur <http://www.institutkurde.org/publications/bulletins/pdf/382.pdf>
15. Institut Kurde de Bruxelles, « Update on jailed HDP and DBP politicians », 28 avril 2017, disponible sur <http://www.kurdishinstitute.be/update-on-jailed-hdp-and-dbp-politicians/> ».

### 3. L'examen du recours

Dans sa demande de protection internationale, le requérant invoque la crainte à l'égard de ses autorités nationales qui lui reprochent d'avoir participé à des manifestations interdites. Il craint qu'en cas de retour il soit *in fine* assassiné comme son père.

#### A. Thèses des parties

3.1. Dans la décision attaquée, la partie défenderesse remet en cause la crédibilité du récit du requérant en raison de « nombreuses contradictions, invraisemblances et inconsistances ». En effet, la décision attaquée relève des contradictions entre les déclarations du requérant et les documents scolaires produits à l'appui de sa demande. En outre, elle relève le manque d'actualité de sa crainte liée à l'assassinat de son père en 1992 ; l'attitude non révélatrice d'une crainte des autorités dans le chef du requérant qui, malgré cet assassinat, a continué à vivre à la même adresse jusqu'à sa fuite du pays. A cela s'ajoute le fait qu'il n'apporte aucun « élément objectif » établissant l'implication des autorités turques dans l'assassinat de son père. Par ailleurs, la décision attaquée met en évidence le fait que les recherches policières alléguées à l'endroit du requérant suite à sa participation aux manifestations d'octobre 2014 (élément déclencheur de sa fuite du pays) ne reposent que sur ses propres affirmations et non sur un quelconque « élément objectif » ; que questionné sur ces recherches, le requérant n'a

livré qu'un récit vague et laconique, ce qui n'a pas permis d'établir la réalité desdites recherches. A cela s'ajoute le fait qu'il ne se renseigne pas davantage pour savoir s'il était « officiellement » recherché. De plus, la décision attaquée constate que le requérant n'invoque aucune crainte liée à son contexte familial. Enfin, elle indique qu'il n'y a pas lieu de faire application dans le cas d'espèce de l'article 48/4, §2, c de la loi du 15 décembre 1980.

3.2.1. La partie requérante, quant à elle, fait valoir le fait que le requérant n'a pas été confronté aux contradictions relevées à la suite de l'examen de documents scolaires de ce dernier (violation alléguée de l'article 17, § 2 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant la procédure devant le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides ainsi que son fonctionnement). Selon elle, il n'y a pas de divergences à reprocher au requérant. De plus, elle explique ces divergences comme suit : « *[Le requérant] a, en effet, tout d'abord entrepris des études de communication informatique à l'Université de Batman. Après deux années d'études, il a obtenu son diplôme de bachelier, diplôme qu'il a déposé à l'appui de sa demande d'asile et qui figure donc au dossier administratif. Afin d'éviter de devoir faire son service militaire, il s'est ensuite inscrit à l'Université d'Anadolu pour un master en communication informatique. Il a choisi (sic) cette université qui se trouve à 1300 km de chez lui car il s'agit de la seule université en Turquie qui propose ce programme sous forme de cours par correspondance et qui permet aux étudiants de passer leurs examens à distance. Il a grâce, à cette inscription, pu obtenir sa dispense de service militaire qui est accordée pour la durée des études. Il n'a cependant en réalité finalement pas suivi ces cours car il travaillait en même temps. Il a néanmoins reçu sa carte d'étudiant après son inscription qu'il a déposée à l'appui de sa demande d'asile et qui figure au dossier administratif. Celle-ci concerne bien l'université d'Anadolu pour l'année académique 2013-2014 (pièce 3). Le requérant a également déclaré lors de sa première audition lorsqu'il lui été demandé s'il avait fait son service militaire que : « Non j'ai un sursis jusque la fin 2015. Car j'ai été à l'unif. J'ai ma carte universitaire. Je suivais des cours par correspondance en fait. C'est notre carte d'étudiant pour notre unif. » (CGRA 1, p. 6).* »

3.2.2. Quant à la crainte liée à l'assassinat du père du requérant, la partie requérante précise que le requérant ne se prévaut pas d'une crainte de persécutions en raison de cet événement mais craint de subir le même sort que son père. Elle rappelle que le quadruple meurtre de 1992 a eu lieu lorsque le requérant était âgé de quatre ans. Elle poursuit en exposant que « *[le requérant] a donc grandi sans père et avec une mère et une fratrie terrorisée. Cet événement a, en outre, fortement marqué toute sa famille et il en a subi les conséquences toute sa vie. Il a notamment expliqué que sa mère leur interdisait de parler le kurde et voulait sans cesse les empêcher de sortir. Il n'a jamais adhéré au HDP car sa mère a interdit à ses enfants de faire de la politique et que c'était trop dangereux. Le requérant a donc grandi dans un climat très particulier qui l'a profondément marqué. Il est dès lors tout à fait compréhensible qu'ayant rencontré des problèmes avec les autorités il craigne de subir le même sort que son père. Il y a un aspect subjectif dans sa crainte qui vient l'exacerber, ce qui est parfaitement légitime eu égard au contexte* ». Elle ajoute que du fait de ce passé « *extrêmement lourd* » et connu de tout le monde dans le village, le requérant fait partie des familles surveillées par les autorités, ce qui renforce sa crainte et explique le fait qu'il a été repéré lors de manifestations (le gardien de village l'a probablement dénoncé aux autorités) (v. requête, p. 5).

Quant à la preuve de l'implication des autorités turques dans l'assassinat du père du requérant, la partie requérante argue qu'« *Il est [en effet] tout à fait logique qu'il n'existe aucun document écrit attestant de la responsabilité des autorités turques dans cette affaire et demander au requérant de produire de tels documents est totalement démesuré et inadéquat* ». Néanmoins, le requérant a fait part à la partie défenderesse de « *plusieurs éléments qui amènent sa famille à attribuer ces meurtres aux autorités* » (v. requête, pp. 5 et 6), à savoir :

- « - juste avant d'être tué le père du requérant avait été contraint de prendre le poste de gardien du village, ce qu'il refusait de faire ; il s'était mis de cette manière en porte-à-faux avec la décision des autorités turques ;
- le père du requérant était un défenseur de la cause kurde ;
- lorsque le PKK a été accusé par les autorités d'être à l'origine de ces meurtres, des membres du PKK se sont présentés à la famille pour leur confirmer qu'ils n'avaient rien à voir avec cette affaire (ce qui est cohérent dans la mesure où il est assez courant que les autorités procèdent de la sorte dans le but de diviser et d'affaiblir le peuple kurde) ;
- le gardien du village, très proche des policiers du MIT, a menacé sa famille en évoquant le fait qu'ils n'avaient visiblement pas retenu la leçon et fortement insinué qu'ils risquaient de subir le même sort ;
- une enquête a été menée mais n'a finalement débouché sur aucune arrestation et poursuite judiciaire ».

3.2.3. S'agissant des recherches menées à l'encontre du requérant, la partie requérante note d'emblée que la participation de ce dernier aux manifestations d'octobre 2014 n'est pas contestée. Elle rappelle ensuite les principes régissant l'administration de la preuve en matière d'asile (article 4.5 de la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 ; paragraphe 196 du Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié édité par le HCR ; deux arrêts du Conseil de céans). Elle ajoute enfin que « [...], apporter des preuves concrètes de la réalité des recherches menées à son encontre en Turquie est une tâche très difficile, voire impossible. Le requérant n'a, en effet, pas fait l'objet d'une arrestation et encore moins de poursuites judiciaires à l'époque et n'a aucun moyen d'avoir accès aux informations internes aux autorités afin de savoir s'il est officiellement recherché. Sa famille ne peut, en outre, pas prendre le risque de s'exposer en entreprenant des démarches auprès des autorités afin de savoir si le requérant est recherché ni engager un avocat dans ce but. Les informations relatives à la manière dont sont traités les kurdes en Turquie dans le cadre des procédures judiciaires et la multiplication des arrestations arbitraires et condamnations ces derniers mois viennent encore renforcer le requérant et sa famille dans leur conviction qu'il est extrêmement dangereux d'essayer d'obtenir ce type d'informations. Il est donc tout à fait cohérent que le requérant ne puisse se baser que sur ce dont il a personnellement été informé par ses proches, à savoir que juste après les manifestations des policiers se sont présentés à son domicile et à son lieu de travail et que le gardien du village, proche du MIT, passe régulièrement demander de ses nouvelles depuis son départ » (v. requête, p. 7).

Pour le surplus, elle soutient les griefs relatifs au manque de précision de nombre des passages des forces de police au domicile familial et à la carence du requérant de se renseigner sur le sort ultérieur du sieur A.A., arrêté également lors des manifestations d'octobre 2014 ne tiennent pas. Elle s'en explique par le fait que la partie défenderesse ne doit pas s'attendre à ce « qu[e] [le requérant] soit en mesure de dire avec précision combien de fois des personnes sont passées et ont posé des questions à son sujet », le requérant ayant quitté Midyat depuis près de trois ans ; il s'agit de nombreux passages « sous diverses formes durant les trois dernières années ». Quant au sort du sieur A.A., il y a lieu de noter que ce dernier n'est pas un des proches du requérant mais simplement de quelqu'un du même village que lui (v. requête, pp. 7 et 8).

3.2.4. La partie requérante soutient que « Les déclarations du requérant sont, en outre, tout à fait conformes aux informations figurant dans différentes sources qui révèlent que la situation des kurdes et encore plus des sympathisants et membres de partis politiques kurdes est extrêmement problématique en Turquie. Ces informations viennent clairement attester de la réalité de la crainte de persécution [du requérant] et du bien-fondé de celle-ci. » (v. requête, p. 8).

3.2.5. Enfin, la partie requérante sollicite qu'à titre subsidiaire la protection subsidiaire soit accordée au requérant, compte tenu de la situation sécuritaire prévalant dans la province de Mardin dont il est originaire.

3.3.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse répond, s'agissant de l'argument de la requête relatif à la contradiction entre d'une part, les déclarations du requérant et, d'autre part, les documents qu'il a déposés concernant ses études et la dispense de service militaire, que « les arguments avancés [dans la] requête [...] peuvent être considérées comme plausibles, a contrario, le Commissaire général a relevé d'autres éléments, lesquels cumulés les uns aux autres l'ont amené à la conclusion que les craintes et risques allégués en cas de retour au pays ne peuvent être tenus pour établis ».

3.3.2. Quant aux recherches diligentées contre le requérant en raison de sa participation à des manifestations organisées en octobre 2014 en soutien aux kurdes de Kobane, elle note qu'« Il ressort clairement des déclarations du requérant [...] un réel manque d'intérêt à se renseigner sur l'évolution de sa situation personnelle et/ou celle d'autres personnes qui auraient été arrêtées en raison de leur participation auxdites manifestations. En définitive, il n'apporte aucun élément circonstancié, concret et/ou probant permettant d'étayer les recherches/poursuites dont il prétend faire l'objet ». Elle note toujours à ce sujet que « Le requérant n'apporte aucun document établissant qu'actuellement les autorités turques le poursuivraient en lien avec sa participation auxdites manifestations ou pour tout autre motif. Il ne fait non plus état d'aucune information reçue en ce sens depuis son pays d'origine. Or, en l'absence de toute information ou de commencement de preuve à ce sujet, il est impossible d'établir une crainte fondée de persécution ou un risque réel d'atteintes graves dans son chef en cas de retour en Turquie ». Elle relève qu'« En définitive, il ressort des déclarations du requérant des méconnaissances flagrantes quant aux recherches dont il prétend faire l'objet et un manque d'intérêt et de démarches pour obtenir davantage d'informations. La partie défenderesse tient à préciser qu'il est raisonnable d'attendre du requérant qu'il se soucie de s'informer des suites de ses problèmes dans son



*pays d'origine afin de mesurer les risques encourus, de se réserver des preuves pour une poursuite de l'examen de sa demande d'asile ou afin de savoir si sa famille connaît à son tour des problèmes. [...], [l]e requérant n'annonce toujours pas qu'il aurait entrepris de telles démarches. La partie défenderesse ne s'explique pas cette attitude du requérant qui manque de la sorte à son premier devoir qui est de collaborer à la manifestation de tous les éléments susceptibles d'éclairer les instances chargées de statuer sur sa demande de protection internationale. »*

3.3.3. Elle réfute l'explication avancée au sujet du meurtre du père du requérant en arguant que « si le requérant précise clairement que sa crainte de persécution n'est pas directement liée à cet incident mais qu'il a surtout peur de subir le même sort, la partie défenderesse constate ce qui suit : cet incident remonte à 1992, période à laquelle le requérant avait 4 ans ; qu'il a continué à vivre au domicile familial par la suite sans rencontrer le moindre problème jusqu'en octobre 2014 ; que sa famille aujourd'hui vit toujours à cette adresse ; qu'elle se porte bien financièrement ; que le frère du requérant est en train d'accomplir son service militaire, soit autant d'éléments qui empêchent de croire, d'un côté, en une quelconque responsabilité des autorités dans la mort du père et du frère du requérant et, d'un autre côté, aux craintes et risques allégués en cas de retour au pays ».

Elle ajoute que « au vu du parcours décrit par le requérant de 1992 à 2014 (soit pendant 22 ans), la partie défenderesse n'est aucunement convaincue que le décès du père (dont il n'est pas établi que les autorités en seraient à l'origine) aurait engendré dans le chef du requérant « une crainte plus exacerbée ». »

## **B. Appréciation du Conseil**

3.4.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

3.4.2. Il revient, au premier chef, au demandeur de la protection internationale de fournir les informations nécessaires afin de permettre l'examen de sa demande. L'autorité compétente, en l'occurrence le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale. Pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a à d, de la loi du 15 décembre 1980 (v. l'article 48/6, § 1<sup>er</sup>, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) ; v. également l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

3.4.3. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ». Quant à l'article 48/4 de la même loi, celui-ci prescrit que le « statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9<sup>ter</sup>, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...] ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».

3.4.4. Selon l'article 1<sup>er</sup>, section A, paragraphe 2, premier alinéa, de la convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et telle que complétée par le protocole relatif au statut des

réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, le demandeur d'asile doit craindre « *avec raison* » d'être persécuté. Il s'ensuit que le demandeur ne doit pas seulement éprouver une crainte, mais que celle-ci doit être évaluée en tenant compte de conditions objectives (C.E., 19 mai 1993, n° 43.027, R.A.C.E. 1993. v. aussi C.C.E., 14 septembre 2007, n° 1725 ; C.C.E., 14 décembre 2007, n° 5024 ; C.C.E., 10 septembre 2010, n° 47.964). L'autorité examine dans chaque cas sur la base des déclarations du demandeur d'asile et des circonstances de la cause, l'existence des persécutions visées par la Convention et le bien-fondé des craintes du demandeur d'asile.

3.4.5. En l'occurrence, le Conseil retient d'abord que la réalité des faits invoqués par le requérant à la base de ses craintes de persécution ou risques d'atteintes graves ou ayant exacerbé ces craintes est établie, que ce soient la région de provenance et l'origine ethnique du requérant ; les graves incidents de 1992 touchant de plein fouet la famille du requérant (quadruple assassinat) ; la participation du requérant aux manifestations du parti HDP. En revanche, il observe que la décision attaquée remet en cause, soit les faits allégués ayant des rapports de proximité avec les faits non contestés, comme les recherches policières lancées à l'encontre du requérant pour avoir participé aux manifestations d'octobre 2014, soit relève le caractère ancien des faits ou l'absence de preuve quant à la responsabilité des autorités turques dans le quadruple homicide de 1992.

Le Conseil s'écarte des motifs de la décision entreprise qui sous-tendent cette mise en cause. Il considère que ceux-ci, soit ne sont pas pertinents au regard de l'ensemble des faits évoqués par le requérant, soit reçoivent des explications plausibles et cohérentes dans la requête.

3.4.5.1. Ainsi d'abord, en ce qui concerne les motifs relatifs aux contradictions entre d'une part, les déclarations du requérant et, d'autre part, les documents qu'il a déposés concernant ses études et la dispense de service militaire, le Conseil estime que ces motifs ne sont pas établis au vu du dossier administratif. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse reconnaît le caractère plausible des explications de la requête, lesquelles démontrent à suffisance la faiblesse des griefs relevés.

3.4.5.2. Ainsi encore, s'agissant de la crainte liée à l'assassinat du père du requérant, le Conseil constate que la décision attaquée met en évidence le manque d'actualité de la crainte du requérant ; l'existence dans son chef d'une « *attitude [qui] ne correspond pas à celle d'une personne disant craindre ses autorités* » (ce dernier et le reste de sa famille ont « *continué à vivre à la même adresse jusqu'aux problèmes* » rencontrés en 2014 par le requérant dans sa demande) et le fait qu'il « *n'apporte[...] aucun élément objectif permettant d'étayer [ses] propos quant à la responsabilité des autorités [turques] dans [le quadruple assassinat]* ». D'abord, le Conseil rappelle que la preuve en matière de protection internationale peut s'établir par toute voie de droit, y compris les témoignages du demandeur de protection internationale pour autant que ceux-ci présentent une consistance et une cohérence telles que ses déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels elle fonde sa demande. Or, force est de constater que tel est le cas en l'espèce. En effet, il ressort de la lecture attentive de deux rapports d'auditions de la partie défenderesse que le requérant a livré un récit cohérent et empreint du vécu. Il a fourni ainsi que le soutient à bon droit la requête de nombreuses indications sur lesquelles la partie défenderesse a fait l'impasse (v. par exemple, dossier administratif, pièce n° 8, rapport d'audition du 16 septembre 2016, p. 8 ; v. également ces indications telles que rappelées dans la requête, pp. 5 et 6 et le point 3.2.2. ci-dessus).

Quant à l'impact de l'assassinat du père du requérant sur l'état d'esprit de ce dernier, le Conseil observe que la partie défenderesse note très succinctement dans ses écrits de procédure qu'elle « *n'est aucunement convaincue que le décès du père (dont il n'est pas établi que les autorités en seraient à l'origine) aurait engendré dans le chef du requérant « une crainte plus exacerbée »* ». » (v. point 3.2.3. ci-dessus). Le Conseil est d'avis que la mort du père du requérant dans les circonstances précises décrites dans les documents produits à l'appui de la demande a pu engendrer une crainte exacerbée dans le chef du requérant, la circonstance qu'il ne soit pas « *une crainte plus exacerbée* » (c'est le Conseil qui souligne) ne change en rien ce constat. En effet, ainsi que le soutient la partie requérante le requérant était âgé de quatre ans lorsque son père et quelques autres membres de sa famille ont été tués ; cet événement l'a marqué de manière indélébile et pour la vie et a également modifié profondément l'état d'esprit de sa mère perceptible à travers l'éducation qu'elle a donné ensuite à ses autres enfants ; le requérant traîne depuis lors un « *passé extrêmement lourd* » (v. requête, p. 5).

3.4.5.3. Ainsi enfin, concernant le motif relatif à l'absence d'élément objectif sur les recherches menées à l'endroit du requérant pour avoir participé aux manifestations successives d'octobre 2014, le Conseil estime qu'en dépit des griefs relevés par la décision attaquée, le requérant a livré un récit crédible. Le

requérant a évoqué le fait qu'il y a eu plusieurs manifestations qui se sont succédées pendant des jours poussant la police à ratisser des quartiers (RA I, pp. 18-19). Il a appris les descentes policières (au domicile familial et à l'atelier de confection) via ses frères qui en ont été témoins et qui au passage ont été violentés alors que lui-même se cachait chez un de ses amis par peur de ce qui pouvait lui arriver (le sort de son père ?). Les policiers étaient aidés par le gardien du village, le sieur H. A., surnommé L. (RA I, p. 20). Il quittera sa cachette (pour Istanbul) sur demande du père de son ami qui ne voulait pas que sa propre famille souffre pour l'avoir hébergé. La crainte du requérant s'explique ici également par le fait que les policiers avaient beaucoup de pouvoir et ne toléraient aucune manifestation (RA I, p. 21). Il a fait état de quelques personnes (pas des proches) du village ayant participé à ces manifestations et qui ont été arrêtées quelques jours plus tard (RA I, p. 23). Quant au fait qu'en dépit du grand nombre des manifestants, le requérant a été personnellement identifié, il explique cela en avançant des hypothèses plausibles de la dénonciation du chef du village et de la présence des caméras publiques ainsi que de l'action des informateurs disséminés dans le village (RA I, p. 24).

Par ailleurs, comme rappelé ci-dessus, les déclarations d'un demandeur de protection internationale peuvent suffire à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels il fonde sa demande. Tel est le cas en l'espèce. Les circonstances que le requérant ne précise pas le nombre des visites policières en vue de le rechercher ou qu'il ne connaisse pas le sort actuel de ceux qui ont été arrêtés quelques jours après la vague de manifestations d'octobre 2014 ne peuvent modifier ce qui précède au vu des arguments de la requête (v. point 3.2.3. ci-dessus).

3.4.5.4. Le Conseil estime que les problèmes et les risques évoqués sont vraisemblables et prennent une consistance particulière au vu de l'évolution des conditions de sécurité en Turquie depuis la tentative de putsch du mois de juillet 2016 et de ses conséquences dans le sud-est de la Turquie.

3.5. En tout état de cause, s'il subsiste malgré tout des zones d'ombre dans le récit du requérant, le Conseil rappelle que, sous réserve de l'application éventuelle d'une clause d'exclusion, la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève. Si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'occulte la question en elle-même. Dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains. En l'espèce, le Conseil estime que ce doute doit profiter au requérant.

3.6. Le Conseil n'aperçoit enfin, au vu du dossier, aucune raison sérieuse de penser que le requérant se serait rendu coupable de crimes ou d'agissements visés par l'article 1<sup>er</sup>, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l'exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

3.7. Dès lors, la crainte du requérant s'analyse comme une crainte d'être persécuté en raison de ses opinions politiques, de sa race et de son appartenance au groupe social constitué par la famille au sens des critères de rattachement prévus par la Convention de Genève.

## **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article unique**

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un juillet deux mille dix-huit par :

M. G. de GUCHTENEERE,

Mme M. BOURLART,

Le greffier,

président f.f., juge au contentieux des étrangers

greffier.

Le président,

M. BOURLART

G. de GUCHTENEERE